

Intensifier le soutien aux sans-papiers

vendredi 13 octobre 2006, par [SIEGLMANN Emmanuel](#) (Date de rédaction antérieure : 12 octobre 2006).

Sarkozy a beau gesticuler : l'accord entre les 1 000 de Cachan et les négociateurs qu'il a nommés a, dans un premier temps, marqué un recul du gouvernement qui a longtemps joué la carte du pourrissement. C'est à mettre à l'actif de la détermination des ex-squatteurs et de la solidarité développée par le comité de soutien, les personnalités, les artistes, les sportifs, les bénévoles... L'arrêt de la grève de la faim est évidemment une bonne nouvelle. Sarkozy a été contraint de concéder un réexamen par le ministère, et non plus par le préfet désormais hors jeu, des demandes de régularisation de tous les sans-papiers de Cachan.

Pour autant, la situation reste scandaleuse. L'accord signé dans la nuit du 6 au 7 octobre contient très peu de garanties et le gouvernement ne cesse d'en limiter la portée et d'en durcir les conditions d'application. Au lieu des neuf sites, dont sept dans le Val-de-Marne, prévus initialement, les résidents du gymnase sont éparpillés dans une quinzaine de lieux. Les engagements ne sont pas respectés. Ainsi, des familles ont dû regagner le gymnase dès la nuit du 7 au 8 octobre lorsque, au lieu de Stains (Seine-Saint-Denis), l'autocar les a conduites à Porcheville, très loin du lieu de travail et des écoles. D'autres ont refusé les hôtels à Paris, Vincennes ou ailleurs : l'hébergement n'y est prévu que pour dix jours et on ne peut ni préparer la cuisine ni chauffer les biberons. Les hébergements sont donc inadaptés aux familles ou éloignés des transports. Du coup, au moins une centaine de personnes et 50 enfants demeureraient au gymnase, mardi 10 octobre au matin. Il y a bien tromperie délibérée, le seul souci du gouvernement - et des négociateurs de la Licra et de SOS-Racisme qu'il s'est choisis - étant de vider le gymnase et de disperser les ex-squatteurs pour empêcher toute lutte collective. C'est manifestement aussi l'obsession du député maire PS de Cachan, Jean-Yves Le Bouillonnet, pour qui tout devait être nettoyé à 14 heures mardi 10.

Mais il faut compter avec la volonté qui anime les 1 000 de Cachan, avec ou sans papiers, de poursuivre la lutte pour un logement décent et la régularisation de tous. Les familles se réunissent en assemblée générale samedi 14 octobre à la maison des syndicats de Créteil. L'exigence de réquisition de locaux vides reste d'actualité. Car c'est bien la poursuite de la lutte qui seule permettra d'atteindre l'objectif : un logement, des papiers, des écoles pour tous.

Dans cette affaire, Sarkozy a cru bon de dénoncer les associations « politisées » et « irresponsables ». Il n'est pas politisé, lui, lorsqu'il ratisse les voix du FN en vue de la présidentielle. Il n'était pas irresponsable quand il a fait ricaner, fin août, les patrons du Medef, à leur université d'été, en évoquant la situation du gymnase de Cachan où les familles s'entassaient. Son préfet dans le Val-de-Marne, un proche de Pasqua nommé Tomasini, a donné toute la mesure du cynisme du gouvernement quand il s'est lâché au téléphone, piégé par l'imitateur Gérard Dahan qui empruntait la voix de De Villiers : les résidents du gymnase veulent créer « un village africain en plein Paris », Maliens et Ivoiriens « nous tuent des gens chez eux mais nous donnent des leçons », a-t-il affirmé, tout en conseillant au faux de Villiers de se méfier de la « FCPE communiste ». Des propos que Sarkozy pourrait qualifier de non politisés et responsables...

Quatre associations jugées « irresponsables », la Cimade, le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (Gisti), la Ligue des droits de l'Homme et Imaginons un réseau Internet solidaire (Iris), ont demandé au Conseil d'État d'annuler un nouvel instrument de fichage créé par un arrêté en plein mois d'août, le fichier Eloi. Y figureront, outre les sans-papiers, leurs enfants, les

personnes qui les hébergent ou qui leur rendent visite en rétention. Il s'agit d'intimider toute personne ayant des relations avec des sans-papiers. Le fichier Eloi illustre qu'en nous mobilisant contre la répression de l'immigration, ce sont les libertés de tous que nous défendons.

Dans les Hauts-de-Seine, des mobilisations de lycéens se développent. Au lycée professionnel Valmy de Colombes, les élèves ont quitté l'établissement et se sont rendus dans les lycées et collèges des environs pour faire signer une pétition exigeant la libération de Suzilène, une camarade capverdiennne enfermée en rétention. Une mobilisation qui touche aussi d'autres lycées et qui pourrait faire tache d'huile.

Depuis lundi 2 octobre, les ouvriers de la blanchisserie industrielle Modeluxe, à Chilly-Mazarin (Essonne), sont en grève pour la régularisation de leurs camarades sans papiers. C'est une première du genre (lire page 4). La lutte des expulsés de Cachan peut donc trouver des convergences prometteuses avec d'autres formes de résistance qui prennent de l'ampleur : la jeunesse scolarisée et les travailleurs en grève en solidarité avec les sans-papiers. Il s'agit bien de mettre en cause un modèle de société promu par Sarkozy et son gouvernement, où l'immigré est une marchandise sans droits, ni au logement, ni à la libre circulation. Désolé si cette évidence a le mauvais goût de sembler « politisée ».

P.-S.

* Paru dans « Rouge » n° 2176 du 12 octobre 2006.